

S. C. 41. Gr. 111. 0.



Eidgenössisches Volkswirtschaftsdepartement

HANDELSABTEILUNG

Département fédéral de l'économie publique

DIVISION DU COMMERCE

Bern, den 25. Mai 1973

~~HAH STB~~
ala

Herrn Botschafter E. Thalmann, Generalsekretär des EPD	<u>Bern</u>
Herrn Botschafter E. Diez, Direktion für Völkerrecht des EPD	<u>Bern</u>
Herrn Minister M. Gelzer, Politischer Dienst West EPD	<u>Bern</u>
Herrn J. Zwahlen, Chef des Finanz- und Wirtschaftsdienstes EPD	<u>Bern</u>
Herrn E. v. Graffenried, schweizerischer Botschafter	<u>Athen</u>
Herrn Direktor J.-C. Piot, Abteilung für Landwirtschaft	<u>Bern</u>
Herrn Dr. Bruno Müller, stellvertretender Direktor, Eidg. Finanzverwaltung	<u>Bern</u>
Herrn Direktor K. Locher Eidg. Steuerverwaltung	<u>Bern</u>
Herrn Botschafter M. Heimo, Schweizerische Delegation bei der OECD	<u>Paris</u>
Schweizerische Delegation	<u>Genf</u>
Herrn G. Winterberger, Direktor des Vororts des Schweiz. Handels- und Industrie-Vereins	<u>Zürich</u>
Herrn R. Juri, Direktor des Schweizerischen Bauernverbandes	<u>Brugg</u>

Jo/Ro Gr. 821. AVA

Griechenland -
Wirtschaftsbeziehungen

Vertraulich

Sehr geehrte Herren,

In der Zeit vom 2. bis 13. Mai 1973 hielt sich eine schweizerische Delegation in Athen auf, um mit den griechischen Behörden und einer Anzahl staatlicher und privater Organisationen einen Meinungsaustausch zu pflegen und Kontakte aufzunehmen.

In der Beilage übermitteln wir Ihnen zu Ihrer vertraulichen Information eine zusammenfassende Notiz über das Ergebnis dieser Mission sowie eine Reihe von Kurzberichten über die stattgefundenen Gespräche.

Mit vorzüglicher Hochachtung

HANDELSABTEILUNG EVD

Der Delegierte für Handelsverträge:

P. Langnetti

Beilagen

NOTE DE COUVERTURE

Objet des contacts et résultats

I

Le développement constant et rapide des relations économiques gréco-suisse depuis les troubles politiques sérieux de l'immédiat après-guerre a été marqué par les éléments suivants :

Le 9 juillet 1961, la Grèce conclut avec le Marché Commun un accord d'association (appelé Accord d'Athènes), qui entra en vigueur le 1er novembre 1962. Le but principal est la mise sur pied d'une union douanière entre les deux régions économiques, tenant compte du stade peu développé de l'industrie grecque. De plus, l'accord prévoit une harmonisation progressive des politiques agricoles et une aide financière de la part du Marché Commun.

La Grèce ayant introduit au printemps 1959 la convertibilité partielle de la drachme, l'Accord sur le trafic des paiements entre la Suisse et la Grèce du 4 avril 1952 fut abrogé par l'échange de notes du 28 décembre 1962. Ainsi fut aboli le trafic réglementé des paiements (clearing) entre la Suisse et la Grèce, avec effet au 1er janvier 1963.

Le 15 juillet 1966, le Conseil fédéral décide l'entrée de la Suisse dans le "Consortium Grèce" créé dans le cadre de l'OCDE (la Suisse était déjà entrée dans un Consortium semblable en faveur de la Turquie). Pouvoir fut donné à la Division du commerce d'entreprendre des négociations pour l'octroi d'une aide financière à la Grèce.

Suite à la prise de pouvoir par un régime militaire en Grèce le 21 avril 1967, les activités du Consortium de l'OCDE furent interrompues, et les prestations financières du Marché Commun dans le

cadre de l'accord d'association furent suspendues. La démobilitation douanière prévue entre le Marché Commun et la Grèce, ainsi que l'alignement progressif du tarif douanier grec sur le tarif extérieur du Marché Commun furent cependant poursuivis malgré la situation interne de la Grèce.

Ni la situation politique de la Grèce, ni la discrimination douanière résultant de l'Accord d'Athènes n'ont eu d'effets marquants sur les relations économiques de la Suisse et notamment sur les échanges de marchandises entre la Suisse et la Grèce au cours des dernières cinq années. Au contraire, les importations en Suisse de marchandises grecques s'élevèrent, pour les années 1968-1972, à 193.3 mio de francs, alors que nos exportations en Grèce atteignaient 789.5 mio de francs. Il est particulièrement réjouissant de constater que nos livraisons en Grèce ne se composent pas uniquement de biens d'investissements, comme l'état de développement du pays pourrait le laisser supposer, mais aussi de produits des industries textiles et alimentaires, pharmaceutiques, de produits horlogers, et, très récemment, de bétail d'élevage. Ainsi la structure traditionnelle de nos exportations a été en bonne partie sauvegardée.

En général, l'intérêt de participer à l'expansion rapide de l'économie grecque tant par des investissements directs que par la participation à des "joint-ventures", auxquels peuvent être liés des apports importants de capitaux, ne s'est pas relâché, mais au contraire s'est accru. Ceci s'applique également aux firmes suisses (par exemple la fabrique de produits laitiers Nestlé à Plati, et la fabrique de compteurs Landis et Gyr à Corinthe).

Les services de notre Ambassade à Athènes sont de plus en plus requis par les cercles économiques suisses pour soutenir leurs intérêts auprès des autorités locales. De même, nos plus importants concurrents occidentaux s'efforcent d'approfondir les contacts

par l'envoi de hauts fonctionnaires ou même d'hommes d'Etat à Athènes, bien qu'aucun signe révélateur d'un changement de la situation politique intérieure grecque ne soit décelable.

II

C'est sur cette toile de fond que notre Ambassade nous suggéra de prendre contact avec les autorités grecques responsables afin de permettre un échange de vues tant sur l'état actuel que sur les possibilités de développement futur des relations économiques gréco-suisse. Ceci donnait évidemment aussi la possibilité d'avoir des contacts aussi bien avec de nombreux représentants grecs de firmes suisses d'exportation, qu'avec toute une série de clients traditionnels et potentiels de l'industrie suisse qui, en tant qu'entreprises à caractère étatique, jouent un rôle prépondérant sur le marché grec. (En ce qui concerne le cercle de ces interlocuteurs et le déroulement des discussions, voir les notes annexées.) Des réceptions, organisées tant par l'Ambassade de Suisse que par les autorités grecques, permirent d'approfondir les échanges d'idées et d'informations.

L'élément central de cette prise de contact résida dans les conversations engagées avec une délégation du ministère extérieur grec, dirigée par l'Ambassadeur Roussos (voir annexe, en ce qui concerne la délégation grecque et les thèmes de discussion). Ces discussions portèrent sur l'état actuel et le développement futur des relations commerciales gréco-suisse dans l'optique, d'une part, de l'élargissement du Marché Commun et, d'autre part, des accords de libre-échange passés avec ce dernier par une série d'Etats membres de l'AELE, dont la Suisse.

1. Vu le déséquilibre structurel qui affecte les échanges commerciaux entre la Grèce et la Suisse et atteint actuellement le rapport de 1 : 5, toutes les mesures susceptibles d'accroître

les exportations de la Grèce vers la Suisse ont été passées en revue. Du côté suisse, on a notamment souligné la nécessité pour les milieux exportateurs grecs d'intensifier et de concentrer leurs efforts en vue de mieux faire connaître leurs produits sur le marché suisse, respectivement d'augmenter les ventes de marchandises déjà introduites. Pareils efforts de marketing et de promotion des exportations s'imposent tout particulièrement à l'heure actuelle si les exportateurs grecs entendent tirer profit de la dévaluation de la drachme par rapport au franc suisse. Dans le secteur des exportations grecques de vin rouge en fûts, qui sont limitées en raison du système suisse de contingentement, des facilités sont envisagées sur une base autonome, compte tenu de la politique suivie par la Grèce en matière d'importation de bétail d'élevage. A cet égard, le fait que la Suisse a déjà exporté du bétail d'élevage vers la Grèce en 1972 et 1973 est également entré en ligne de compte.

2. Un échange de vues utile et approfondi a eu lieu au sujet de la politique d'investissement grecque. Plus que ce n'était le cas dans le passé, cette politique est devenue sélective. Pour bénéficier des divers avantages prévus par la législation grecque en matière d'investissement de capitaux étrangers, les nouveaux projets doivent servir les objectifs de l'actuel plan de développement quinquennal. Sont recherchés en premier lieu les investissements qui, à partir des matières premières grecques et des produits agricoles non transformés à disposition, créent de nouvelles possibilités d'exportation au lieu de remplacer simplement des importations (substitutions). Cette politique dérive notamment du fait que le marché grec est dans la plupart des cas trop petit pour fournir à lui seul une base solide à une nouvelle industrie.

3. Pour l'avenir, la délégation grecque exprima clairement l'opinion qu'aussi bien les relations de la Grèce avec le Marché Commun que la situation créée par le libre-échange entre les pays de l'OCDE, lui suggéraient un arrangement de type libre-échange entre la Suisse et la Grèce. La délégation grecque espère qu'il sera possible d'amener plusieurs autres Etats membres de l'OCDE à entrevoir une telle solution. Elle souligna encore qu'un tel accord devrait comprendre aussi le secteur agricole, vu que celui-ci joue encore un rôle important dans l'économie grecque. La délégation grecque s'est montrée reconnaissante du fait que la Suisse ait inclus la Grèce dans la liste des pays en voie de développement bénéficiant du système généralisé de préférences et a exprimé l'espoir que ce traitement préférentiel soit maintenu et même élargi comme préfiguration d'un autre arrangement de nature contractuelle, à trouver entre les deux pays.

Lors de la première phase du système généralisé de préférences en faveur des pays en développement, la Suisse les octroya aussi à l'Espagne, à la Grèce et à la Turquie, pays qui avaient conclu des accords préférentiels bilatéraux avec le Marché Commun. L'idée était de ne pas provoquer de discrimination entre ces pays méditerranéens, membres de l'OCDE, et les autres pays en voie de développement.

Vu les conventions spéciales de ces trois Etats avec le Marché Commun, on leur avait fait comprendre par la voie diplomatique que la Suisse réservait entièrement sa décision, en toute autonomie, quant à l'octroi de la deuxième phase des préférences.

La conclusion éventuelle d'un arrangement de libre-échange, pour lequel la délégation grecque a exprimé son intérêt, doit donc être envisagée, non seulement dans le contexte de la coopération européenne, mais aussi dans la perspective de la deuxième phase

des préférences généralisées débutant en 1974. Doivent également être pris en considération les intérêts de politique commerciale de la Suisse qui subit une discrimination douanière croissante sur le marché grec. Indépendamment de la question de principe, le désir formulé par les Grecs d'inclure les produits agricoles dans l'accord éventuel poserait cependant un problème délicat qui devra être approfondi en temps utile pour le cas où, comme on peut s'y attendre, la Grèce poursuivrait son idée et proposerait de nouvelles discussions.

ARBEITSPROGRAMM DER SCHWEIZERISCHEN KONTAKTMISSION IN ATHEN

(Mittwoch, 2. bis Sonntag 13. Mai 1973)

Mittwoch 2. Mai

- 17.20 Ankunft der schweizerischen Delegation in Athen (SR 376)
 Verzeichnis der schweizerischen Delegation BEILAGE 1

Donnerstag 3. Mai

- Teilnahme der schweizerischen Delegation an der
 Einweihung der Landis & Gyr Hellas in Korinth
 Programm der Einweihungsfeierlichkeiten BEILAGE 2
 Nach dem Abendessen in der Residenz: 1. Arbeitssitzung

Freitag 4. Mai

- 09.00 Arbeitssitzung auf der Schweizerischen Botschaft
- 11.30 Audienz von Botschafter Languetin und Botschafter v. Graffenried
 bei Staatssekretär Michalopoulos, MAE (Affaires économiques)
- 12.00 Erste Plenarsitzung mit der griechischen Delegation des
 Aussenministeriums (Affaires économiques)
 Verzeichnis der griechischen Delegation BEILAGE 3
 Aufzeichnungen über die Plenarsitzungen BEILAGE 4
 Nachmittags Arbeitssitzung auf der Schweizerischen Botschaft

- 2 -

Montag 7. Mai

- 08.30 Arbeitssitzung auf der Schweizerischen Botschaft
Besuch bei Vizegouverneur Panas, Banque de Grèce BEILAGE 5
- 13.45 Lunch im Hotel King George (Tudor Hall), offeriert durch
die griechische Delegation
- 17.30 Besprechung auf der Schweizerischen Botschaft mit
Vertretern der Ciba-Geigy und Sandoz und ihrem Athener
Anwalt BEILAGE 6
- 19.30 Unterredung mit den Vertretern schweizerischer Firmen anlässlich
eines Empfanges offeriert durch Botschaftsrat A. Coigny
Verzeichnis der anwesenden Vertreter BEILAGE 7

Dienstag 8. Mai

- 08.30 Arbeitssitzung auf der Schweizerischen Botschaft
- 09.30 2. Plenarsitzung mit der griechischen Delegation des
Aussenministeriums BEILAGE 4
- 12.30 Unterredung mit dem Vizegouverneur der Hellenic Industrial
Development Bank (ETBA) BEILAGE 8
- 17.00 Unterredung über den Zuchtviehexport nach Griechenland mit
P.O. Fehlmann, Delegierter des Verwaltungsrates der Indu-Pharm AG,
Basel, auf der Schweizerischen Botschaft
- 18.30 Unterredung mit Vertretern der Handels- und Industriekammer
von Athen BEILAGE 9
- anschliessend Cocktail, offeriert von der Handels- und Industrie-
kammer

- 3 -

Mittwoch 9. Mai

- 10.00 Besprechung mit Herrn Racopoulos, Directeur du Service technique de l'aviation civile au Ministère des transports et communications über das Projekt eines neuen Zivilflughafens in Spata BEILAGE 10
- 14.00 Déjeuner, offeriert durch den schweizerischen Botschafter in der Residenz
Verzeichnis der Gäste BEILAGE 11
- 19.30 Unterredung mit E. Balopoulos, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de la Planification et de la Politique gouvernementale BEILAGE 12

Donnerstag 10. Mai

- 09.00 3. Plenarsitzung mit der griechischen Delegation des Aussenministeriums BEILAGE 4

Freitag 11. Mai

- 09.00 Unterredung auf dem Unterstaatssekretariat für Landwirtschaft BEILAGE 13
- 10.00 Unterredung mit Vertretern der Hellenic Telecommunications Organization SA (OTE) BEILAGE 14
- 11.00 Unterredung mit dem Minister für öffentliche Arbeiten Papadimitriou BEILAGE 15
- 13.00 Unterredung mit Gouverneur P. Dimopoulos, Public Power Corporation (PPC) BEILAGE 16
- 14.00 Unterredung auf der Schweizerischen Botschaft mit Herrn P. Asseo und Sohn, Vertreter der Hoffmann La Roche SA, Basel BEILAGE 17
- 19.00 Cocktail offeriert durch Herrn und Frau Botschafter v. Graffenried auf der Residenz

- 4 -

Samstag 12. Mai

späterer Vormittag: Abschiedsbesuch der Herren Botschafter v. Graffenried und Languetin bei Unterstaatssekretär Michalopoulos und Botschafter Roussos.

Sonntag 13. Mai

Abflug der schweizerischen Delegation um 13.10 Uhr (SR 357)

Allen Mitgliedern der Schweizerischen Botschaft, vorab Botschafter v. Graffenried, die innert kürzester Zeit das umfassende Kontakt- und Besuchsprogramm für die Schweizerische Delegation organisieren mussten, ausserdem an den Sitzungen und Unterredungen mitwirkten und durch die Organisation einer Reihe von Empfängen zum guten Gelingen dieser Mission beitrugen, sei auch an dieser Stelle herzlich gedankt.

Beilage 1Liste der schweizerischen DelegationKontaktmission in Athen 2.-13. Mai 1973

Botschafter P. Languetin, Delegierter des Bundesrates für Handels-
verträge

Dr. Louis Roches, Sektionschef, Handelsabteilung

P. Veyrassat, Sekretär des Vororts des Schweizerischen
Handels- und Industrie-Vereins

A. Coigny, Botschaftsrat, Schweizerische Botschaft,
Athen

I. Pawloff, Attaché, Schweizerische Botschaft, Athen

Den Sitzungen mit der griechischen Delegation des MAE
wohnte meistens auch Herr Botschafter v. Graffenried bei.

P r o g r a m m

Beilage 2

für die Einweihungsfeier Landis & Gyr Hellas vom 3. Mai 1973

Zeitlicher Ablauf

- | | |
|---|--------------|
| 1. Die Herren Lavdas und Papageorgiou begrüßen die geladenen Gäste bei deren Ankunft beim Empfang II. Die Empfangsdamen checken die Teilnehmerliste und geben Namensschilder ab. Die Gäste werden an ihre Plätze geführt. | ab 11.00 Uhr |
| 2. Besammlung der Konzernleitung und Direktion vor dem Haupteingang | 11.15 Uhr |
| 3. Empfang und Begrüssung von hohen geladenen Gästen durch Konzernleitung und Direktion | 11.20 Uhr |
| 4. Ankunft von Minister Makarezos.* Begrüssung durch die Herren Straub und Kuhlmann beim Empfang I. <u>Spiel der Militärmusik, Geleit zu seinem Platz.</u> | 11.30 Uhr |
| 5. Einweihungsakt durch den Hw. Erzbischof | 11.35 Uhr |
| 6. <u>Spiel der Militärmusik</u> | 11.50 Uhr |
| 7. Herr Kuhlmann: Begrüssung, Vorstellung Organisatorisches | 11.55 Uhr |
| 8. Ansprachen (und Uebersetzungen) | |
| - Herr Straub | 12.00 Uhr |
| - Herr Andreadis | 12.10 Uhr |
| - Herr Dimopoulos | 12.20 Uhr |
| - Herr von Graffenried | 12.30 Uhr |
| - Herr Makarezos * | 12.40 Uhr |
| 9. Entzweischneiden des Bandes durch Minister Makarezos * | 12.50 Uhr |
| 10. Beginn des Rundganges | 12.50 Uhr |
| Ende des Rundganges und Ankunft der 1. Gruppe in der Kantine | 13.30 Uhr |

* Vize-Ministerpräsident Makarezos liess sich entschuldigen und durch Unterstaatssekretär im Wirtschaftsministerium (Industrie), Horiatopoulos, ersetzen.

annexe 3

Délégation hellénique
du Ministère des affaires étrangères (affaires économiques)
aux entretiens helléno-suisse

M. S. Roussos	Ministre plénipotentiaire, Directeur général des affaires économiques au Ministère Royal des affaires étrangères.
M. A. Andreopoulos	Directeur général au Ministère de l'économie nationale.
M. T. Petroutsopoulos	Directeur général au Ministère de l'économie nationale.
M. N. Athanassiou	Directeur adjoint des affaires économiques bilatérales, au Ministère royal des affaires étrangères.
M. G. Grigoropoulos	Directeur à la Banque de Grèce.
M. D. Papavassilopoulos	Vice-président de la Chambre de commerce et d'industrie d'Athènes.
M. I. Xydias	Sous-directeur à la Banque nationale du développement industriel.
M. C. Philippas	Chef de section au Ministère de l'économie nationale.
M. L. Chrysanthopoulos	Attaché près le Ministère royal des affaires étrangères.

Beilage 4

Bern, den 25. Mai 1973

Aufzeichnungen

Über die geführten Gespräche mit einer Delegation des griechischen Aussenministeriums, Affaires économiques

Nach den Begrüssungsworten seitens der beiden Delegationschefs weist Botschafter Roussos darauf hin, dass es sich bei den bevorstehenden Gesprächen - wie dies ausdrücklich vereinbart worden war - nicht darum handelt, unmittelbar konkrete Ziele ins Auge zu fassen. Botschafter Languetin stimmt dieser Auffassung zu; die wirtschaftliche Entwicklung zwischen der Schweiz und Griechenland ist durch keine schwerwiegenden Probleme gekennzeichnet. Beabsichtigt ist vielmehr ein Meinungs austausch über den Stand der derzeitigen Handels- und Wirtschaftsbeziehungen zwischen den beiden Ländern und die Möglichkeit einer dynamischen Weiterentwicklung dieser Beziehungen.

Schweizerischerseits wird angeregt, im Anschluss an die Behandlung der bilateralen Fragen sich auch über die Welthandels- und Wirtschaftsprobleme zu unterhalten.

Man einigt sich, folgende Themenkreise zu behandeln:

- I. Bilateraler Warenaustausch
- II. Zukünftige Gestaltung der gegenseitigen Handelsbeziehungen
- III. Allgemeine wirtschaftliche Zusammenarbeit
- IV. Welthandels- und Währungsprobleme

I. Bilateraler Warenaustausch

1. Einleitend weist Botschafter Roussos darauf hin, dass sich die griechische Wirtschaft zurzeit in einer Zwischenphase befinde, die durch folgende Faktoren gekennzeichnet ist: stark defizitäre

- 2 -

Handelsbilanz (die griechischen Exporte decken bloss einen Drittel der Einfuhr), weil ein grosser Importbedarf an Investitionsgütern, Energieträgern und Rohstoffen besteht. Solange diese Zwischenphase andauert, steht Griechenland unter dem Zwang, einen Absatz für seine Agrargüter zu finden, da die Landwirtschaft unbestrittenermassen eine wichtige Stütze einer harmonischen Wirtschaft bildet. (Im Landwirtschaftssektor entfallen z.Zt. 17% des Bruttosozialproduktes auf 45% der griechischen Bevölkerung).

Die Schwierigkeit des Absatzes von Agrargütern in der EWG zwingt Griechenland, einen Teil seiner Agrarüberschüsse in den sozialistischen Staaten abzusetzen. Eine Voraussetzung für die Vertiefung der Wirtschaftszusammenarbeit setzt nach Auffassung der griechischen Delegation allgemein die sukzessive Erreichung eines besseren Gleichgewichtes im Aussenhandel voraus.

Botschafter Roussos unterstreicht das Ungleichgewicht im Warenaustausch zwischen der Schweiz und Griechenland, das mit 1 : 5 besonders hoch ist, im Vergleich zur Relation von 1 : 3 für den Gesamtaussenhandel Griechenlands.

2. Zu den einzelnen Punkten übergehend, erkundigt sich Botschafter Roussos nach dem derzeitigen schweizerischen Einfuhrregime für eine Reihe von traditionellen griechischen Exporterzeugnissen (siehe diesbezüglich die schweizerischen Antworten unter lit. a bis c).

Botschafter Languetin weist darauf hin, dass auch die Schweiz traditionellerweise eine passive Handelsbilanz aufweist; dass indessen global gesehen für die Schweiz diese Situation nicht beunruhigend ist. Mehr Sorgen bereitet der Umstand, dass die Handelsbilanz mit den meisten Entwicklungsländern aus strukturellen

Gründen sehr aktiv ist. Es wird sich demnach für die beiden Delegationen anlässlich dieser ersten Kontaktnahme darum handeln, die näheren Gründe zu erforschen, weshalb die Ausfuhr einer Reihe von griechischen Erzeugnissen nach der Schweiz nicht höher ist, bzw. welche Hindernisse überwunden werden müssten, um den griechischen Waren einen angemessenen Anteil an den schweizerischen Importen zu verschaffen.

Zu den griechischerseits aufgeworfenen Fragen nimmt Botschafter Languetin wie folgt Stellung:

a. Wein:

Das Grundkontingent für Rotwein in Fässern beträgt 20'000 hl. Seit mehreren Jahren wird Griechenland, ohne eine Gegenleistung zu verlangen, ein Zusatzkontingent von 5'000 hl zur Verfügung gestellt. Mit Rücksicht auf die im Herbst 1972 und Frühjahr 1973 zustande gekommenen Exporte von schweizerischem Zuchtvieh nach Griechenland wurde im Jahre 1973 ein weiteres Zusatzkontingent von 5'000 hl freigegeben. Falls weitere zusätzliche Zuchtviehexporte zustande kommen, könnte die Zuteilung eines weiteren Zusatzkontingents in der Höhe von 5'000 hl zu Lasten der zweiten, schweizerischerseits freizugebenden Kontingentstranche in Aussicht genommen werden, sodass Griechenland pro 1973 somit insgesamt über 35'000 hl für den Export von Rotwein in Fässern nach der Schweiz verfügen würde.

Die griechische Delegation wird indessen ausdrücklich darauf aufmerksam gemacht, dass die Zuteilung dieser Zusatzkontingente im Hinblick auf den Export von Zuchtvieh ausschliesslich auf autonomer Basis und ohne Verpflichtung für die Zukunft erfolgt, wobei ihre Erneuerung in kommenden Jahren davon abhängig bleibt, dass die schweizerischen Zuchtviehlieferungen fortgesetzt werden.

In bezug auf die Zuchtviehimporte erklärt die griechische Delegation, dass diese auf Grund internationaler Ausschreibungen zollfrei erfolgen können. Es sei vorgesehen, im Jahre 1973 insgesamt 1'500 Stück aus der Schweiz einzuführen (s. diesbezüglich auch die Notiz über das Gespräch mit Vertretern des ^{griechischen} Landwirtschaftsministeriums Beilage 13).

- 4 -

b. Gemüse, Früchte, Säfte und Konserven

		Fr. je 100 kg brutto	Schweizerisches Einfuhrregime
0701.	Gemüse und Küchenkräuter, frisch oder gekühlt:		
20	- Oliven und Kapern	15.-	liberalisiert
22	- Tomaten	5.-	Dreiphasensystem SEA
50	- Spargeln	7.-	"
0802.	Zitrusfrüchte, frisch oder getrocknet:		
10	- Orangen, Mandarinen, Clementinen	10.-	liberalisiert
20	- Zitronen	4.-	"
30	- Pampelmusen (Grapefruits) und andere	3.-	"
0804.	Weintrauben, frisch oder getrocknet:		
	- frisch		
	-- zum Tafelgenuss:		
10	--- eingeführt in der Zeit vom 15. Juli bis 15. September	12.-	liberalisiert
11	--- eingeführt in der Zeit vom 16. September bis 14. Juli	18.-	"

- 5 -

		<u>Fr.</u> je 100 kg <u>brutto</u>	<u>Schweizerisches</u> <u>Einfuhrregime</u>
0807.	Steinobst, frisch:		
	- Aprikosen:		
10	-- in offener Packung	3.-	Dreiphasensystem SEA
12	-- in anderer Packung	5.-	"
	- Pfirsiche:		
20	-- in offener Packung	4.-	liberalisiert
22	-- in anderer Packung	4.-	"
	<u>Konserven *</u>		
2001.	Gemüse, Küchenkräuter und Früchte, mit Essig oder Essigsäure zubereitet oder konserviert, auch mit Zusatz von Salz, Gewürzen, Senf oder Zucker:		
	- Gemüse und Küchenkräuter, in Behältern von:		
10	-- über 5 kg	35.-	liberalisiert
	-- 5 kg oder weniger:		
12	--- Spargeln	40.-	"
14	--- andere	50.-	"

* Tomaten: Tomaten in verarbeiteter Form können noch unter folgende Positionen fallen: 0704.10,12; 0704.20, 22; 1902.10,20; 2104.10, 20, während die Positionsgruppe 2006 praktisch nicht in Frage kommt.

- 6 -

	<u>Fr.</u> je 100 kg <u>brutto</u>	<u>Schweizerisches</u> <u>Einfuhrregime</u>
2002. Gemüse und Küchenkräuter, ohne Essig oder Essigsäure zubereitet oder konserviert:		
- Tomaten, in Behältern von:		
10**-- über 5 kg	13.-	liberalisiert
-- 5 kg oder weniger:		
12 --- Tomatenpulpe, Tomatenpuree und Tomatenkonzentrat, in luftdicht verschlossenen Behältern, mit einem Gehalt an Trockenstoff von 25% des Gewichts oder mehr, aus Tomaten und Wasser bestehend, auch mit Salz oder anderen Konservierungs- oder Würzzusätzen	frei	"
14 --- andere	23.-	"

** Für Entwicklungsländer Reduktion um 30% (erste Stufe des allgemeinen Präferenzsystems) ergibt einen Zoll von Fr. 9.10.

- 7 -

	Fr. je 100 kg <u>brutto</u>	<u>Schweizerisches Einfuhrregime</u>
<u>Konserven</u>		
2006.	Früchte in anderer Weise zubereitet oder konserviert, auch mit Zusatz von Zucker oder Alkohol:	
	- Fruchtpulpe, ohne Zucker:	
10	-- von tropischen Früchten	17.- liberalisiert
12	-- andere	25.- "
	- andere:	
20	-- Ananas	25.- "
22	-- Kernobst	45.- "
24	-- Aprikosen, Mischungen von Früchten	40.- "
30	*** -- andere	30.- "

*** Unter diese Position fallen u.a. Avocados.

- 8 -

		Fr. je 100 kg brutto	Schweizerisches Einfuhrregime
2007.	Fruchtsäfte (einschliesslich Traubensaft) und Gemüsesäfte, nicht gegoren, ohne Zusatz von Alkohol, auch mit Zusatz von Zucker:		
	- Traubensaft und Kernobstsaft (Süssmost):		
	-- nicht eingedickt:		
	--- in Fässern:		Bewilligungsstelle:
06	---- Kernobstsaft (Süssmost)	30.-	AV
08	---- roter Traubensaft zur Herstellung von alkoholfreiem Traubensaft	15.-	SEA
10	---- anderer Traubensaft	26.-	SEA
12	--- in Flaschen	50.-	SEA
20	-- eingedickt	100.-	AV, SEA
30	- Gemüsesäfte	20.-	liberalisiert
	- andere:		
	-- ungezuckert:		
40	--- Zitronensaft, roh (auch stabilisiert); Zitronensaft, gereinigt, zu technischen Zwecken	- .30	"
42	--- andere	28.-	"
	-- gezuckert:		
50	--- in Glasflaschen mit einem Fassungsvermögen von 2 dl oder weniger	30.-	"
52	--- andere	70.-	"

c. Ouzo

Bezüglich des in der Schweiz bestehenden Einfuhrverbots für Ouzo, das sich auf die schweizerische Gesetzgebung über das Absinth-Verbot stützt, wird auf Grund eines Schreibens der Handelsabteilung an den griechischen Handelsrat in Bern vom 10.2.1971 Auskunft erteilt.

Botschafter Roussos unterstreicht, unter Berücksichtigung der gesundheitspolitischen Motivierung des schweizerischen Absinth-Verbots, dass es sich beim Ouzo, der ausschliesslich aus Weindestillat hergestellt wird, doch um einen Sonderfall handelt, wobei auch geprüft werden sollte, ob nicht die zu seiner Herstellung verwendeten Ausgangsprodukte zur Einfuhr in die Schweiz freigegeben werden könnten. Die griechischen Behörden wären bereit, alle erforderlichen Garantien zu geben, wie auch eine Kontrolle in den griechischen Herstellungsbetrieben zu gewährleisten. Botschafter Languetin erklärt sich bereit, die Frage der Einfuhr von Ouzo wieder aufzunehmen und zu prüfen, ob nicht Argumente zur Konstituierung eines Sonderfalls beständen.

- 10 -

3. In bezug auf Einfuhrerschwerungen unterbreitet die schweizerische Delegation folgende, ihr von der schweizerischen Industrie notifizierten Fälle und ersucht die griechische Delegation um Auskunft.
- a. Optische Aufheller für die Färbung von natürlichen Textilfasern oder auch für die Seifen-, Waschmittel- und Kosmetika-industrie, wofür seit einiger Zeit keine Einfuhrlizenzen mehr erteilt werden, mit der Begründung, dass der Inlandbedarf durch die eigene Produktion gedeckt werde.
 - b. Suppenwürfel: gleicher Tatbestand wie unter a.
Nestlé Alimentana beabsichtigt, in Griechenland eine Produktionsstätte zu gründen, sodass man sich zurzeit in einer transitorischen Phase befindet.
 - c. Aufzüge Schlieren: Seit einiger Zeit werden einzelne Teile von Aufzügen, wie vor allem Kabinen und die Aufzugsseile, in Griechenland hergestellt und die einzelnen Teile auch in Griechenland montiert. Für einzelne Sendungen von Aufzugsseilen sind mit Rücksicht auf Eigenproduktion griechischerseits die Einfuhrlizenzen verweigert worden, wobei die Bestellung durch den griechischen Vertreter der Schweizerischen Wagons- und Aufzügefabrik AG., Schlieren, offenbar vor der Erteilung der Einfuhrlizenz erfolgte.
 - d. Im Hinblick auf die Förderung des Exportes von Hartkäse erbittet die schweizerische Delegation Einzelheiten über das Einfuhrregime.
 - e. Im Hinblick auf den Erlass eines neuen griechischen Gesetzes über den Handel mit pharmazeutischen, diätetischen Erzeugnissen und Schönheitsmitteln stellen sich für die schweizerische chemische Industrie folgende Fragen:
 - aa. Damit ein Produkt zum griechischen Markt zugelassen wird, sollte u.a. dieses Erzeugnis mindestens einen neuen aktiven Bestandteil enthalten. Dieses muss zudem zum ersten Mal in Griechenland eingeführt worden sein. Diese beiden Kriterien,

- 11 -

die sich hemmend auf die Importe nach Griechenland auswirken, gelten nur für ausländische Erzeugnisse, was auf eine Diskriminierung hinausläuft. Der Panhellenische Verband der Handelsvertreter von ausländischen Medikamenten hat dies in seiner Eingabe vom 7.11.1972, die an eine Anzahl griechischer Minister gerichtet war, zum Ausdruck gebracht.

bb. Die schweizerische Delegation wünscht Aufklärungen zu der in Artikel 18 des erwähnten Gesetzesentwurfes vorgesehenen Preisfixierung.

cc. Auf Grund der Währungssituation (Abwertung der Drachme seit Mai 1971 gegenüber dem Schweizerfranken um ca. 32%) ergaben sich u.a. besonders bei der Lieferung von Pharmazeutika nach Griechenland Schwierigkeiten in bezug auf die von der schweizerischen Pharmaindustrie angestrebte Preisanpassung, weil das griechische Preiskontrollorgan zufolge des zu erlassenden neuen Gesetzes seit einiger Zeit - und heute noch - nicht mehr funktioniert. Dies hat u.a. zur Folge, dass die schweizerischen Exportfirmen zurzeit ihre Produkte mit Verlust liefern müssen. Im Falle von neueingeführten Erzeugnissen muss die Einfuhr mangels Preisfestsetzung gänzlich unterbleiben. Störend wirkt vor allem die Ungewissheit, bis wann mit der Beseitigung dieser Schwierigkeiten zugewartet werden muss.

f. Die schweizerische Delegation hat in Erfahrung gebracht, dass das bei der Erwirkung der Einfuhrlizenzen für Uhren zu erlegende Depot herabgesetzt worden ist. *

Die griechische Delegation nimmt zu den schweizerischerseits aufgeworfenen Fragen vorläufig wie folgt Stellung:

ad a. Die optischen Aufheller für Textilfasern sowie für Seifen- und Waschmittel fallen beide unter die gleiche griechische Position 3205.2, welche auf die Liste A versetzt wurde. Dies hat zur Folge, dass gemäss dem Assoziationsabkommen für die Einfuhr aus der EWG ein Kontingent von 75% der Vorjahresimporte

*bisher: 20% vom Warenpreis und 8% vom Zollbetrag;
neu: 30% vom Warenpreis und 12% vom Zollbetrag

- 12 -

eröffnet werden muss, wobei ausserdem auch für die Einfuhr aus andern Staaten jeweils ein Kontingent eingeräumt wird. Für Aufheller für die Färbung von Textilfasern aller Art werden Lizenzen weiterhin unbeschränkt erteilt. Für Aufheller mit Verwendung in der Seifen-, Waschmittel- und Kosmetikaindustrie muss zunächst die Berechnung und Fixierung des Kontingents abgewartet werden.

Die griechische Delegation erklärt sich bereit, den schweizerischerseits vorgebrachten Anliegen wohlwollend Rechnung zu tragen.

ad b. Auch die Suppen (Sachets und Würfel) wurden auf die Liste A versetzt. Ebenfalls hierfür steht die Fixierung eines Kontingentes noch aus.

ad c. Aufzüge Schlieren

Im Falle der Zusammensetzung von Teilen in Griechenland werden in gewissen Fällen Zollvorteile eingeräumt. Die griechische Delegation empfiehlt, dass sich der Importeur mit dem zuständigen Ministerium in Verbindung setzt, das den Fall untersuchen wird, um gegebenenfalls einen Ausweg zu finden.

ad d. Die Einfuhr von Hartkäse (Typ "européen") untersteht dem System "toute licence délivrée", sodass kein Problem bestehen sollte. Einzig für den griechischen Schafskäse "Feta" bestehen Importbeschränkungen, obschon auch hierfür zeitweise ein Importbedarf vorliegt.

ad e. Die Veröffentlichung des griechischen Gesetzesentwurfes über den Handel mit pharmazeutischen Produkten usw. steht unmittelbar bevor. Eine gewisse Verspätung ist durch die Währungs-krise verursacht worden. Bei der Fabrikation und dem Import von Pharmazeutika stehen bekanntlich soziale Aspekte im Vordergrund. Auf Grund des allerdings noch nicht in Kraft

getretenen Gesetzesentwurfes erklärt die griechische Delegation, dass beim Handel und der Inverkehrsetzung pharmazeutischer Produkte zwischen griechischen und ausländischen Erzeugnissen keine Diskriminierung stattfinden sollte. Was die unter lit. e./aa. erwähnten Kriterien betrifft, wird diese Frage auf Grund der von verschiedenen Seiten erhobenen Einwände durch die zuständigen griechischen Behörden einer nochmaligen Prüfung unterzogen. Es ist der griechischen Delegation indessen heute nicht möglich zu sagen, in welcher Richtung die endgültige Regelung liegen wird.

Botschafter Languetin bemerkt abschliessend zu diesen für die schweizerische Pharmaindustrie wichtigen Punkten, dass die Preisfixierung und Blockierung gewisser Erzeugnisse offensichtlich auf die Verzögerung der Veröffentlichung des neuen Gesetzes zurückzuführen seien. Er gibt der Hoffnung Ausdruck, dass die Preisfixierungsprozedur so schnell als möglich in Gang gesetzt werden kann. Es stehen in diesem Zusammenhang wichtige schweizerische Interessen auf dem Spiel.

Botschafter Roussos nimmt Kenntnis von den schweizerischen Erklärungen. Nach ihm wird die Veröffentlichung des neuen Gesetzes nicht auf sich warten lassen.

II. Zukünftige Gestaltung der gegenseitigen Handelsbeziehungen

Ueber die künftige Gestaltung der Handelsbeziehungen zwischen der Schweiz und Griechenland - unter Berücksichtigung des Assoziationsverhältnisses Griechenland-EWG und des Freihandelsabkommens der Schweiz mit der EWG - haben die griechischen Behörden zurzeit noch keine präzisen Vorstellungen. Eine Konsultation Griechenlands mit seinen EWG-Partnern wird zunächst nötig sein. Zurzeit handelt Griechenland ein Zusatzprotokoll mit der

erweiterten EWG aus, wobei auch Lösungen für eine Reihe von Sonderproblemen (der Weinexport nach der EWG steht im Vordergrund) gefunden werden müssen.

Mit einer in rascher Entwicklung begriffenen Wirtschaft und einem stets steigenden Importvolumen von heute ca. 2,4 Milliarden Dollars sollte der griechische Markt für andere, besonders westeuropäische Länder ein interessantes Betätigungsfeld hinsichtlich des Warenaustausches und einer erweiterten wirtschaftlichen Zusammenarbeit bieten.

Es sollte daher den EFTA-Staaten oder einzelnen unter ihnen, die nicht der EWG beigetreten sind, zum Vorteil gereichen, mit Griechenland ein Arrangement im Sinne einer Freihandelszone zu finden, das natürlich GATT-konform sein sollte und sich nach griechischer Auffassung nicht nur auf industrielle Produkte beziehen, sondern auch die Agrarerzeugnisse einschliessen müsste. Die griechischen Behörden waren im übrigen über den Entscheid des Bundesrates, Griechenland in das System der allgemeinen Präferenzen einzubeziehen, wodurch auch der Gedanke der europäischen Solidarität zum Ausdruck kam, sehr erfreut. Sie vertreten die Auffassung, dass dieses Präferenzsystem aufrechterhalten, gegebenenfalls sogar ausgeweitet werden sollte, bis ein neues Sonderabkommen (Freihandelszone) zustande gekommen ist.

Botschafter Languetin stellt zu den von Botschafter Roussos entwickelten Gedankengängen über die mögliche künftige Handelsgestaltung zwischen der Schweiz und Griechenland im Sinne von persönlichen und vorläufigen Ueberlegungen folgendes fest:

Die Schweiz nahm gegenüber den europäischen OECD-Staaten, die weder zur EWG noch zur EFTA gehörten, im Zusammenhang mit der Einführung des allgemeinen Präferenzsystems zugunsten der Entwicklungsländer (erste Phase) eine "solution d'attente" ein. Hierbei musste die schweizerische Regierung vor allem das Problem des "burden sharing", aber auch die seitens gewisser Wirtschaftskreise geltend gemachten Vorbehalte berücksichtigen. Bei ihrer Entschei-

- 15 -

dung liess sich die schweizerische Regierung indessen auch vom Gedanken der europäischen Solidarität leiten, wonach eine zollmässige Diskriminierung der erwähnten OECD-Staaten nach Möglichkeit vermieden werden sollte.

Es handelt sich bei der Einführung der ersten Phase des allgemeinen Präferenzsystems - wie übrigens damals ausdrücklich festgestellt wurde - um eine transitorische Lösung bis zur Verwirklichung der zweiten Phase. Schon damals wurde darauf hingewiesen, dass die allgemeine Entwicklung die Schweiz veranlassen könnte, später eine andere Lösung anzustreben. Zurzeit liegt für die zweite Phase noch kein Entscheid der schweizerischen Regierung vor.

Zu den einzelnen, im Zusammenhang mit einer Freihandelslösung erwähnten Punkten hält Botschafter Languetin fest, dass der Vertrag Schweiz-EWG keine Konsultation mit Brüssel erfordert. Als kleiner Staat muss die Schweiz grossen Wert auf die GATT-Konformität legen, und ferner darauf, dass unter den verschiedenen Abkommen, die den Handel zwischen den europäischen Staaten regeln, eine logische Kohärenz bestehen bleibt. Aus dieser Perspektive bestünde die geeignetste Lösung demnach darin, dass Griechenland mit den EFTA-Staaten ein oder mehrere Freihandelsabkommen abschliesse.

Gewisse Probleme werden sich zufolge der Strukturen unseres gegenseitigen Warenaustausches ergeben. Eine ernsthafte Schwierigkeit dürfte der griechische Wunsch bilden, auch die Agrarprodukte in ein allfälliges Abkommen einzubeziehen, was seitens der Schweiz weder mit der EFTA noch mit der EWG geschehen war. Die allenfalls für gewisse Agrarprodukte zu treffende Regelung müsste vorerst gründlich abgeklärt werden. Eine allfällige Lösung auf diesem Gebiet müsste auf jeden Fall in der Linie reziproker Konzessionen liegen.

III. Allgemeine wirtschaftliche Zusammenarbeit

Bevor Botschafter Roussos das Wort Herrn Direktor I. Xydias von der ETBA erteilt, skizziert er die grossen Linien, nach denen sich die wirtschaftliche Zusammenarbeit mit dem Ausland und insbesondere die Investitionen fremder Kapitalien in Griechenland richten. Seit einiger Zeit wird bei der Zulassung von ausländischem Kapital zu den gesetzlich vorgesehenen Vorzugsbedingungen grosses Gewicht auf eine selektive Politik gelegt. Die zu verwirklichenden Projekte müssen natürlich im gegenseitigen Interesse der beteiligten Firmen liegen. Fördernd auf die Verlegung gewisser Produktionsstätten nach Griechenland dürfte nach Auffassung der griechischen Behörden auch der Umstand sein, dass westeuropäische Staaten in gewissen Regionen eine zu starke Industrieballung aufweisen.

Griechischerseits legt man u.a. grossen Wert auf die Errichtung neuer Exportindustrien (know how, Marketing usw.), die in der Lage sind, die eigenen Rohstoffe oder Agrarerzeugnisse zu verarbeiten oder andere Produkte herzustellen, durch welche bisherige Importe ersetzt werden können (sogenannte devisensparende Substitutionsindustrien).

Die griechischerseits gewährten Garantien und Vorteile zur Schaffung eines günstigen Investitionsklimas erfolgen in möglichst flexibler Weise je nach den in Frage kommenden Industriesparten oder den geographischen Zonen, in denen ein Projekt verwirklicht werden soll.

Direktor I. Xydias unterstreicht seinerseits, dass bei der Errichtung neuer Industrien wegen der Kleinheit des griechischen Marktes im allgemeinen die Substitution von Importen nicht genügt; es muss vielmehr auf die Rentabilität der neu zu errichtenden Industrien Rücksicht genommen werden, die oft von der Möglichkeit des Exportes der in Griechenland neu erzeugten Produkte abhängt. Grundsätzlich wird zwischen rein griechischen Firmen und solchen mit Beteiligung von ausländischem Kapital kein Unterschied gemacht.

- 17 -

Hauptsächlich drei Kriterien werden bei der Beurteilung der zu prüfenden Investitionsvorhaben berücksichtigt:

1. Entwicklungsstand der Region, wo die Industrie errichtet werden soll.
2. Lage auf dem Kapitalmarkt.
3. Es muss sich um die Errichtung einer neuen Exportindustrie handeln.

Ausserdem ist das Land in drei Regionen unterteilt:

Region A: Agglomeration Athen-Piräus (Radius 50 km), in welchem Gebiet heute 60% der griechischen Industrie konzentriert ist. Diese Zone ist heute ausgeschöpft. Erschwerend wirken sich die hohen Landkosten und das Problem der verfügbaren Arbeitskräfte aus. Für neue Projekte innerhalb der Zone A werden keine Vorteile finanzieller oder fiskalischer Art gewährt.

Region B: Zone von 120 - 150 km ausserhalb der Region A und Region um Saloniki. Für neue Projekte innerhalb der Zone B werden nur geringe Vorteile in Aussicht gestellt.

Region C umfasst den Rest des Landes. Die griechische Gesetzgebung sieht grundsätzlich die Gewährung einer Reihe von Vorteilen auf folgenden Gebieten vor, um fremdes Kapital heranzuziehen:

- Steuererleichterungen
- günstige Abschreibungsmodalitäten
- Zinserleichterungen.

Weitere Vorteile ergeben sich aus folgenden Umständen:

- geographische Nähe Griechenlands zu Afrika und dem Mittleren Osten
- rasche Entwicklung der griechischen Volkswirtschaft
- Abwertung der Drachme gegenüber einer Reihe westlicher Währungen.

Direktor Xydias macht sodann einige Angaben, wie nach Ansicht der griechischen Behörden der interne griechische Markt und die Finanzierung der griechischen Unternehmen restrukturiert und zum Teil

saniert werden sollen. Bisher tendierte die Bevölkerung aus Vertrauensgründen darauf, ihre Ersparnisse vorwiegend in Immobilien oder Sparheften anzulegen. Angestrebt wird ein besseres Verhältnis der Eigenmittel der Unternehmungen zu den Bankvorschüssen. Im Hinblick auf das zu schaffende Vertrauen muss von Anfang an danach getrachtet werden, nur gut fundierte Investitionen zu realisieren.

In bezug auf die schon erwähnte Selektivität stehen folgende auszubauende Sparten der Industrie im Vordergrund:

1. Nahrungsmittelindustrie

a) Fleischverarbeitung

b) Verarbeitung der eigenen Früchte und Gemüse
(Konservierung und Deshydrierung)

2. Chemische Industrie (diese ist zurzeit noch wenig entwickelt)
Griechischerseits denkt man vor allem an den Ausbau der Petrochemie und der pharmazeutischen Industrie (aktive Wirkstoffe).

3. Maschinenbau

Elektrisches und elektronisches Material, Kompressoren, Zahnräder, Handwerkzeuge, Auto-Ersatzteile.

4. Lederindustrie

Zurzeit werden Kleintierfelle in vorverarbeitetem Zustand noch exportiert; aussichtsreich erscheint die Verwendung von Leder in der griechischen Kleiderindustrie und im Gewerbe.

5. Textilindustrie

Im Vordergrund steht der Export von in Griechenland konfektionierten Kleidern. Es wird angenommen, dass das zur Verfügung stehende Personal in zwei Jahren umgeschult werden könnte.

Diese Aufzählung ist nicht abschliessend.

Auf die Frage von Botschafter Languetin, inwieweit bei der Gründung von neuen Industrieunternehmen die griechischen Behörden diesen Exportverpflichtungen auferlegen, antwortet Xydias, dass die Aufer-

- 19 -

legung einer Exportverpflichtung im Zusammenhang mit einer Kapitalinvestition nicht ausdrücklich gesetzlich vorgeschrieben sei. Das ganze Investitionsprojekt bildet jeweils im konkreten Fall Gegenstand von Verhandlungen mit den griechischen Behörden. Hierbei lassen sich diese von einer flexiblen und vernünftigen Politik leiten. Es gäbe natürlich gewisse Präjudizfälle, auf die Rücksicht zu nehmen ist wie auch einzelne Musterverträge.

Nach der Praxis bei der Durchführung von Ausschreibungen (appel d'offres internationales) befragt, antwortet Xydias, dass diese bei grösseren Projekten grundsätzlich die Regel bilden. Es gibt aber auch Ausnahmen. Besonders bei öffentlichen Investitionen (Staatskäufe und Ausrüstung ganzer Fabriken) kann sich bei der Vergebung der Aufträge eine Rücksichtnahme auf die Exportmöglichkeiten Griechenlands nach dem betreffenden Land, aus dem die Investitionsgüter importiert werden sollen, aufdrängen (einen typischen Fall bilden die Exporte griechischer Agrarerzeugnisse nach Clearingländern).

In bezug auf die Rolle, die Doppelbesteuerungsabkommen zur Förderung der ausländischen Investitionen in Griechenland spielen können, antwortet Xydias, dass der Abschluss solcher Abkommen durchaus in der Linie der von den griechischen Behörden befolgten Politik liegt. Es bestehen übrigens solche Abkommen mit einer Reihe von Staaten (zur Dokumentation der schweizerischen Delegation werden ihr die Abkommen Griechenlands mit der Bundesrepublik Deutschland, Oesterreich und Südafrika übergeben).

Xydias führt weiter aus, dass bei Privatinvestitionen eine uneingeschränkte Freiheit für die Wahl der Herkunft der Lieferungen besteht, sogar wenn Kredite der ETBA im Spiele sind.

Botschafter Languetin fasst die interessante und ausführliche Aussprache dahin zusammen, dass, obwohl aus begreiflichen Gründen das Spiel der absolut freien Konkurrenz auf dem griechischen Markt eingeschränkt sei, die schweizerischen Behörden wenigstens im

Einzelfall auf eine umfassende Information seitens der griechischen Behörden rechnen dürften. Die griechische Delegation stimmt dieser Auffassung zu.

Die bereits getätigten schweizerischen Direktinvestitionen in Griechenland, die Revue passiert werden, gingen von bescheidenen Anfängen aus, doch sei nach Auffassung der griechischen Delegation eine erfreuliche Entwicklung festzustellen. Die entscheidende Lösung zur Verbesserung des strukturellen Ungleichgewichts in der griechischen Handelsbilanz liegt zweifellos in der fortschreitenden Industrialisierung des Landes, wobei die Investitionen von fremdem Kapital, ergänzt durch die zunehmenden Einkünfte aus dem Tourismus, der Ueberweisungen der griechischen Fremdarbeiter und der Einnahme aus anderen Dienstleistungen (vor allem Handelsflotte) eine willkommene Ueberbrückung darstellen.

IV. Welthandels- und Währungsprobleme

Am Schluss der dritten Plenarsitzung bot sich Gelegenheit, einen kurzen Meinungs austausch über aktuelle Welthandels- und Währungsprobleme zu pflegen.

V. Empfang von Botschafter Languetin durch Unterstaatssekretär Michalopoulos

Vor Aufnahme der Gespräche zwischen der schweizerischen und der griechischen Delegation wurde Botschafter Languetin, begleitet von Botschafter v. Graffenried, von Unterstaatssekretär Michalopoulos in Begleitung von Botschafter Roussos zu einer kurzen persönlichen Besprechung am 4. Mai empfangen.

Nach Abschluss der Besprechungen verabschiedete sich Botschafter Languetin am 12. Mai bei Unterstaatssekretär Michalopoulos sowie

- 21 -

bei Botschafter Roussos. Anlässlich dieser persönlichen Gespräche bot sich Gelegenheit, eine Bilanz über das Ergebnis der stattgefundenen Kontakte zu ziehen. Man gelangte zur übereinstimmenden Auffassung der Nützlichkeit solcher Besprechungen, die nach Möglichkeit fortgesetzt und vertieft werden sollten.

Die von der griechischen Delegation geäußerte Absicht, ein präferenzielles Abkommen abzuschliessen, ist anlässlich des zweiten Gesprächs mit Unterstaatssekretär Michalopoulos erneut zum Ausdruck gebracht worden, wobei man sich auf beiden Seiten auf die Erwägungen und Ueberlegungen bezog, die in den Plenarsitzungen gemacht worden waren.

annexe 5

Entretien, le 7 mai 1973, avec M. PANAS,
Vice-Gouverneur de la Banque de G R E C E
(Institut d'émission)

En raison du décès subit de M. Galanis, Gouverneur de la Banque de Grèce, c'est M. Panas, Vice-Gouverneur, qui a reçu la mission suisse.

M. Panas a commencé par évoquer les rapports étroits établis entre la Banque de Grèce et les banques suisses, en particulier la Banque Nationale Suisse (MM. Stopper et Hay).

Il a ensuite procédé à une analyse détaillée de la balance des paiements de son pays. Depuis plus d'un siècle, la balance commerciale grecque est déficitaire - ce qui paraît normal à M. Panas vu le niveau de développement du pays et surtout ses besoins de biens d'équipement et de certaines matières premières. C'est la balance des invisibles qui rétablit, partiellement seulement, l'équilibre des opérations courantes grâce aux recettes au titre du tourisme, des transports maritimes et des envois de fonds des travailleurs expatriés. Grâce aux opérations en capital (investissements), les réserves de la Banque ont pu tripler en deux ans : elles ont passé de 310 millions de dollars à fin 1970 à environ 1,1 milliard à fin 1972.

Quant à la situation monétaire et à la réforme du système monétaire, elles sont suivies avec beaucoup d'attention à Athènes. M. Panas pense que les difficultés à surmonter sont telles qu'il ne faut pas attendre des résultats rapides des travaux du Groupe des Vingt et qu'il faut aussi compter, malheureusement, avec des crises plus fréquentes des changes. M. Panas doute d'ailleurs qu'il soit possible de mettre en vigueur un nouveau système avant un assainissement de

la situation de déséquilibre connue aux Etats-Unis. Si la drachme a suivi, en 1971 et 1973, les dévaluations du dollar, c'est en raison de l'importance des opérations réalisées avec la zone dollar, en particulier dans le domaine des invisibles.

M. Languetin relève certaines similitudes dans la structure des balances de paiements des deux pays, en particulier le déficit traditionnel des balances commerciales et le rôle des services, notamment du tourisme comme facteur de rééquilibrage. Enchaînant sur des indications de M. Panas au sujet des poussées inflationnistes qui commencent à se faire sentir en Grèce, M. Languetin expose les problèmes analogues qui se posent à la Suisse malgré l'évolution contraire des parités des deux monnaies. Il commente ensuite la politique monétaire suivie par les autorités suisses au cours des deux dernières années, c'est-à-dire depuis la réévaluation décidée en mai 1971.

Commentaire :

L'exposé de M. Panas sur la situation de la balance des paiements grecque reflète une satisfaction et une confiance qui contrastent avec les propos quelque peu alarmistes de M. Roussos sur les possibilités de développer la coopération économique lorsque le déséquilibre entre importations et exportations est particulièrement marqué dans une relation bilatérale.

annexe 6

Entretien, le 7 mai 1973, avec des représentants de CIBA-GEIGY
(MM. Guidoglou, Hersberger et Zepos)

A leur demande, la mission suisse a reçu MM. Guidoglou, Hersberger, représentants de CIBA-GEIGY, et Zepos, leur avocat-conseil à Athènes.

M. Guidoglou a commencé par exposer les données du problème qui motivait l'entretien souhaité. Depuis bien des années, CIBA-GEIGY exporte des produits pharmaceutiques en Grèce à partir de la maison suisse. Pour cette dernière, le marché grec représente le deuxième débouché par ordre d'importance après le marché suisse. CIBA-GEIGY se propose à présent de remplacer ces exportations par la création d'une usine en Grèce; l'investissement nécessaire est évalué à 12 millions de francs. Or, les autorités grecques subordonnent leur approbation à l'obligation d'exporter 20 % de la production envisagée. M. Guidoglou ne voit pas où trouver des débouchés dans les pays avoisinants, les seuls entrant en ligne de compte (CIBA-GEIGY dispose déjà d'usines en Italie, en Turquie, au Liban et en Egypte).

Selon M. Zepos, la politique du Gouvernement grec est dorénavant de chercher à imposer des "joint-ventures" aux compagnies étrangères qui souhaitent investir dans le pays. S'il n'y parvient pas, il impose alors une obligation d'exporter. CIBA-GEIGY a proposé une solution de compromis aux autorités grecques : en échange de sa renonciation aux avantages - d'ailleurs plutôt théoriques dans le cas d'espèce - du Décret-loi 2687/1953 sur l'investissement de capitaux étrangers, CIBA-GEIGY aurait été dispensé de l'obligation d'exporter. L'administration grecque, qui veut éviter la création d'un précédent, a refusé cette proposition. Une autre solution transactionnelle pourrait consister à demander que l'"export commitment" ne s'applique qu'après quelques années, par exemple cinq ans.

- 2 -

M. Hersberger précise que si CIBA-GEIGY ne veut pas d'une "joint-venture", c'est à la fois parce qu'il n'existe pas, parmi les firmes grecques, de candidat sérieux à une telle association et parce que CIBA-GEIGY redoute des "fuites" de know-how en cas de mariage avec une autre maison.

Se référant au fait que jusqu'ici CIBA-GEIGY approvisionnait le marché grec à partir de la Suisse, M. Languetin pense que CIBA-GEIGY aurait intérêt à faire valoir auprès des autorités grecques que - si tel doit bien être le cas - l'installation d'une fabrique en Grèce n'aura pas pour effet de diriger la production de la maison suisse vers d'autres marchés. Elle ajouterait de la sorte un argument opposable à l'"export commitment" désiré par les Grecs. M. Languetin se demande au surplus de quelle manière l'administration grecque pourra assurer le respect de telles obligations d'exporter (sanctions ?). Ce que la mission suisse séjournant à Athènes peut entreprendre, c'est de plaider en faveur de solutions qui ne soient pas automatiques et qui présentent un degré de flexibilité suffisant pour pouvoir tenir compte des situations particulières.

annexe 7

Entrevue de représentants de maisons suisses avec
la délégation suisse lors d'une réception organisée par
le Conseiller d'ambassade Coigny, le soir du 7 mai 1973

Industrie chimique

Marios Melissourgos: directeur scientifique de Sandoz S.A.

Demeter Petsiavos: Colorants Sandoz

Dr Guidoglou et M. P. Hersberger: Ciba-Geigy

Maître Zepos: avocat-conseil de Ciba-Geigy

Alexandre Evanghélidis: Wander S.A.

Instruments de précision

Verettas (fils): Kern & Co. S.A.

Gilbert Baven: représentant de diverses entreprises

Assurances:

M. Delendas: Hellino-Helvetiki (Basler Versicherung)

N. Adamantiadis (Basler Versicherung)

Industrie textile

N. Scialom)

A. Xanthopoulos) représentent diverses entreprises suisses

Maurice Sasson)

Divers

G. Georgandas: Société de surveillance hellénique

Giuseppe Zapatta: Pirelli Hellas

A. Svolos: Oerlikon - électrodes

P. Kioussis: avocat-conseil de l'Ambassade de Suisse

Ingénieurs-conseils

Michel Gavard: Electro-Watt

Rodolphe Rallis: Bonnard et Gardel

H. Courcoulas: Société générale de l'industrie (SGI)

Prof. N. Chorafas: président de la Société des anciens étudiants
des Ecoles politechniques fédérales

Industrie de machines

F. Kuhlmann: directeur de Landis & Gyr Hellas

Hellmut Baumann: représentant de diverses entreprises suisses

Th. G. Pappas et A.A. Halkiopoulos: Sulzer Marine

Mme A. Vrecossis et M. H. Fornaro: Therma, Bell, Escher Wyss, GF

Pan. Pavlidis: Ascenseurs Schlieren

Industrie horlogère

Athanase Fatis: directeur de l'école horlogère à Athènes

E. Athiniotakis: Cyma / président de l'Association des importateurs
de produits horlogers

S. Palatzian: Vacheron et Constantin

H. Anagnostopoulos et O. Werder: Omega

D. Hadzimichalis et Condaratos: Longines, Citizen

annexe 8

Entretien, le 8 mai 1973, avec MM. O. Fabrikezis,
Vice-Gouverneur de la Banque Hellénique
pour le développement industriel (ETBA)
et I. Xydias, sous-directeur

En raison des circonstances - nomination la veille du Gouverneur de l'ETBA à la tête de la Banque de Grèce - c'est le Vice-gouverneur qui a reçu la mission suisse. Il s'est agi avant tout d'une visite de courtoisie.

M. Fabrikezis a exposé les tâches de l'ETBA, banque contrôlée par l'Etat et chargée de promouvoir et coordonner le développement industriel du pays. Les opérations de l'ETBA s'effectuent soit par participation au capital soit par octroi de prêts ou de garanties. Le critère principal qui est appliqué pour l'évaluation des demandes de financement n'est pas seulement la "profitabilité" de l'investissement envisagé, mais aussi son utilité dans le cadre de l'économie nationale. En conséquence, la Banque pour le développement industriel accorde sa préférence aux investissements projetés dans certains secteurs choisis en raison des besoins de développement du pays et, à l'intérieur de ces secteurs, elle soutient de préférence les mises de fonds pour tel ou tel stade du processus de fabrication. C'est ainsi que, s'agissant de l'industrie pharmaceutique, elle paraît avoir opté pour le traitement des matières de base (par exemple les matières actives pour antibiotiques). Si, parfois, les autorités grecques imposent une obligation d'exporter, c'est - déclare le Vice-gouverneur - parce que, dans ces cas, le marché grec n'offre pas de débouchés suffisants pour une production rentable. D'autre part, M. Fabrikezis confirme que la tendance des autorités grecques et de l'ETBA est d'encourager les capitaux étrangers qui veulent s'investir en Grèce à réaliser des "joint-ventures" avec des firmes grecques. En tout état de cause, l'ETBA examine les projets cas par cas, ce qui assure à sa politique la souplesse nécessaire.

Entretien, le 8 mai 1973,
à la Chambre de commerce et d'industrie d'Athènes

Le Président Canellopoulos déclare que la Grèce a grand souci d'améliorer sa balance commerciale dont le déficit augmente d'année en année (sans que le pays souffre cependant d'une manque de devises, grâce aux invisibles et à l'afflux de capitaux étrangers). Elle aimerait voir le chiffre de ses exportations vers la Suisse augmenter de 40 millions de francs à 60, 70, 80 millions de francs. Son économie dynamique lui a permis d'exporter au total en janvier 1973 pour 80 millions de dollars (contre 55 millions en janvier 1972), en raison surtout de l'augmentation des exportations de produits industriels. Mais la Grèce reste sensible en ce qui concerne les produits agricoles qui forment aujourd'hui 45 % des exportations. Elle tient à garder sa place sur le marché pour ses vins, fruits et jus. La Grèce produit 60 à 70'000 tonnes de pêches par an. La production de tabac diminue vu la main d'oeuvre agricole moins abondante. M. Canellopoulos signale ensuite les produits industriels, les textiles et les fourrures.

L'Ambassadeur Languetin rappelle que l'économie suisse est essentiellement privée et que les autorités appuient ses efforts. Le marché suisse ne compte que 6 millions de consommateurs, mais ils sont favorisés du point de vue du pouvoir d'achat. La Suisse est un marché très sollicité où les concurrents sont nombreux. L'effort pour s'y tailler une place vaut cependant la peine d'être fait. Dans le secteur agricole, le protectionnisme est traditionnel. Il est libéral et limité à l'agriculture qui couvre les besoins suisses; il n'est pas expansif. La population agricole représente 6 à 7 % de la population totale et la Suisse importe environ le 50 % des ses calories. Pour les fruits et légumes, ce chiffre est même supérieur: pour les agrumes 100 %, les pêches 80 %, les abricots 60 à 70 %. Cela vaut également pour les légumes. Puis M. Languetin rappelle

- 2 -

l'étude faite par le Conseiller commercial grec à Berne en janvier 1973, proposant une série de mesures propres à favoriser l'expansion des exportations grecques: campagne publicitaire pour les vins rouges grecs en bouteilles et pour les vins blancs qui sont une spécialité; campagne publicitaire pour les chaussures grecques. M. Languetin insiste sur le fait que la qualité, la présentation jouent un rôle pour le consommateur suisse. La disparité actuelle des conditions de change pourrait ranimer l'intérêt des exportateurs grecs. En effet, depuis le 7 mai 1972, la réévaluation du franc suisse par rapport au dollar et à la drachme a été de 32 à 33 %. C'est une occasion unique pour la Grèce de profiter de l'avantage concurrentiel et d'améliorer sa position sur le marché suisse.

En ce qui concerne les fruits et légumes, M. Languetin estime que le système de l'expertise, en vigueur pour d'autres pays, devrait être examiné du côté grec.

Parlant des vins, M. Zoulas affirme que le Conseil de promotion de l'exportation a les mêmes buts que ceux du Conseiller commercial près l'Ambassade de Grèce à Berne. Il relève que lorsqu'il y a protection, comme c'est le cas pour le vin en Suisse, il y a aussi une certaine latitude. Il émet le vœu que la Suisse fasse le plus possible usage de cette latitude et se montre large à l'égard de la Grèce. Quant aux vins en bouteilles, M. Zoulas relève qu'il y a une telle disparité dans le commerce Grèce-Suisse que ce n'est pas eux qui peuvent faire grand chose pour la corriger ...

M. Psaldis, représentant des exportateurs de jus de fruits, évoque les efforts déployés par les producteurs pour fournir au marché suisse des produits de qualité bien présentés.

On remarque que les oranges, qui sont d'une excellente qualité, ont une période de maturation brève en Grèce: fin novembre à mi-janvier, époque où le gel sévit souvent, provoquant l'arrêt des exportations.

annexe 10

Entretien, le 9 mai 1973, avec M. Racopoulos,
Directeur du Service technique de l'aviation civile
au Ministère des transports et communications

M. L. Roches, accompagné de MM. Coigny et Pawloff, a demandé des précisions à M. Racopoulos sur le projet d'aéroport de Spata auquel s'intéressent certaines firmes d'ingénieurs-conseils suisses. Il ressort de l'entretien avec M. Racopoulos que le Gouvernement grec décidera bientôt l'attribution de l'étude de l'ensemble du projet à l'un des groupes américains, anglais et franco-allemand qui sont candidats. En ce qui concerne l'exécution du projet, le Gouvernement cherchera un entrepreneur qui confiera éventuellement une partie des travaux à des sous-traitants. Une maison suisse pourrait donc faire des offres à ce stade des opérations. A ce propos, M. Racopoulos a attiré l'attention de ses interlocuteurs sur le fait que pour l'exécution de tout ouvrage, il est demandé aux étrangers d'avoir recours à des maisons grecques pour les travaux qui peuvent être exécutés sur place. C'est pourquoi il est recommandé aux firmes suisses intéressées de prévoir pour cette éventualité un partenaire parmi les importantes maisons grecques de la branche.

annexe 11

Liste des participants au Déjeuner/Messieurs
 offert par l'Ambassade de Suisse en Grèce
 le mercredi 9 mai 1973, à 14.00 h., à la Résidence

M. N. Efessios, Ministre de l'Economie Nationale

Ministère des Affaires Etrangères

M. l'Ambassadeur Roussos, Directeur général
 M. l'Ambassadeur Corantis, Directeur (ex Berne)
 M. Athanassiou

Autres Ministères

M. Petroutopoulos, Directeur général, Economie Nationale
 M. Philippas, Service des investissements

Services publics

M. K. Spiliopoulos, Directeur général économique
 M. P. Scouras, Trésorier, Chambre de Commerce et d'Industrie
 M. Xydias, Banque ETBA

Suisses

M. Straub, Président Landis & Gyr
 M. Kuhlmann, Directeur Landis & Gyr
 M. Baumann, NSH

Délégation suisse

3 personnes

Ambassade

3 personnes

Excusés :

M. N. Macarézos, Vice-Président du Conseil
 M. Michalopoulos, Secrétaire d'Etat MAE
 M. Horiatopoulos, Secrétaire d'Etat Industrie
 M. Papapanayotou, Secrétaire d'Etat Agriculture
 M. Balopoulos, Secrétaire d'Etat Commerce
 M. Dimopoulos, Gouverneur PPC, DEI
 M. Panas, Banque de Grèce

- 2 -

M. Papayannis, ETBA
M. Fabrikézis, ETBA
M. Canellopoulos, Chambre de Commerce et d'Industrie
M. Papavassilopoulos, Chambre de Commerce et d'Industrie
M. Andréopoulos, Ministère du Commerce
M. Mottier, Swissair

annexe 12

Entretien, le 9 mai 1973, avec M. E. Balopoulos,
Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de la planification
et de la politique gouvernementale

L'Ambassadeur Languetin demande à être renseigné sur le principe du plan de développement économique et les moyens utilisés pour atteindre ses objectifs. M. Balopoulos répond que les plans de cinq et quinze ans sont des plans indicatifs, avec des "incentives" sous forme d'allègements fiscaux et de crédits. Il parle ensuite des priorités générales et des privilèges accordés à certaines régions. Le but est de répartir le développement économique dans le pays en fonction du problème démographique et de l'amélioration des conditions de vie de ces régions. L'effort porte sur la promotion des exportations et le tourisme, la formation professionnelle et technique la plus moderne, la Grèce étant consciente qu'au sein de la CEE - où M. Balopoulos la voit entrer bientôt - la spécialisation sera de rigueur.

Le premier plan 1968 - 1972, ambitieux, a néanmoins été presque entièrement réalisé.

Le deuxième plan 1973 - 1977, dont la publication a été retardée parce que certains chiffres ont dû être révisés en raison de la situation monétaire instable, prévoit la création de possibilités de travail pour les 250'000 travailleurs grecs à l'étranger, la réorganisation et le remaniement des domaines agricoles trop petits et morcelés, l'irrigation, la commercialisation des produits agricoles. Pour 1973, on s'attend à une augmentation de 3,5 % de la production agricole malgré une diminution de la population agricole.

Education : création de cinq centres régionaux de formation professionnelle, augmentation du nombre des universités (30'000 Grecs étudient actuellement à l'étranger).

- 2 -

Tourisme : développement de la région d'Athènes, de l'Argolide, de la Chalcidique, de Rhodes et d'autres îles pour tripler le nombre de lits en cinq ans.

Industrie : une augmentation annuelle de 11 % est prévue pour les cinq ans qui viennent en développant les "pôles" suivants : Patras, Volos-Larissa, Héraklion, Kavalla, et d'autres secteurs encore pour l'industrie légère.

La décentralisation de l'administration sera poussée.

Les exportations doivent être plus que doublées pendant la période 1973 - 1977.

Infrastructure : les réseaux routier et ferroviaire seront développés.

Beilage 13

Besuch beim griechischen Landwirtschaftsministerium

Freitag, den 11. Mai 1973

Unterredung mit: HH. Dimopoulos, Stellvertretender Generalsekretär
Vayatis, Generaldirektor für Landwirtschaft
Boumas, Sektionschef für Rindviehzucht.

Folgende Punkte verdienen auf Grund der stattgefundenen Unterredung festgehalten zu werden:

Der neue griechische Fünfjahresplan sieht auf dem Gebiet der Viehwirtschaft vor, den derzeitigen Viehbestand zu vergrössern, dies im Hinblick auf die Erhöhung der Milch- und Fleischerzeugung. Griechenland ist daher auf die Einfuhr von Zuchtvieh angewiesen. Ob- schon Importe schon im Fünfjahresplan 1968-1972 vorgesehen waren, begann die Einfuhr von Zuchtvieh im wesentlichen erst ab 1970. Jährlich ist nun ein Import von insgesamt 3'000 Tieren vorgesehen, wovon ein Teil in der Schweiz gekauft werden soll. Aus der Schweiz wurden im Jahre 1972 300 Tiere eingeführt und für das Jahr 1973 sind 1'500 Tiere vorgesehen. (Die Zahlen über die Exporte in den Jahren 1972 - 1973 stimmen mit den uns zur Verfügung stehenden Angaben der Firma INDU-FARM AG überein, welche die bisherigen Ex- porte selbst tätigte.)

Die Qualität der schweizerischen Tiere sei bis anhin befriedigend gewesen. Die braune Rasse ist vorwiegend für den gebirgigen Teil Griechenlands (dieser deckt 80% des Territoriums) und insbesondere für die Nordgebiete vorgesehen. Für die Tiefebene (Thessalien u.a.) wird Niederungsvieh (schwarz/weisse Rasse) vorgezogen. Beim Aufbau des Viehbestandes wird auch auf die eigene griechische Zucht Rücksicht genommen. Das importierte Zuchtmaterial ist zum Teil für "unités d'élevage" und zum Teil für den Weiterverkauf an Einzelbauern bestimmt.

- 2 -

Abschliessend wird die Wünschbarkeit intensiverer Kontakte zwischen griechischen und schweizerischen Fachkreisen unterstrichen und die Einladung einer griechischen Expertendelegation durch die schweizerischen zuständigen Kreise erwogen.

Beilage 14

Besuch beim Vizegouverneur der Hellenic
Telecommunications Organization S.A. (OTE), D. Nicolacopoulos
Freitag, den 11. Mai 1973

Aus den mit Vertretern der OTE geführten Gesprächen ging im wesentlichen folgendes hervor:

Vizegouverneur Nicolacopoulos erklärt, dass die Entwicklung des Ausbaus des Fernmeldewesens einschliesslich der Musikübertragung und Television in Griechenland in den letzten Jahren sehr intensiv vorangetrieben worden sei. Die OTE unterhält zur Schweiz (namentlich der PTT, die u.a. vor Materialkäufen durch die OTE konsultiert werden) sehr gute Beziehungen. Zwischen der Schweiz, Oesterreich und Griechenland besteht ein Informationsaustausch in bezug auf die Nachrichtenübertragung über Satelliten. Die Vertreter der OTE erwähnen folgende schweizerische Firmen, bei denen ihre Organisation sogenanntes leichtes Material bestellt, da das schweizerische Fabrikationsprogramm kein schweres Material umfasse:

- Gfeller AG., Bern
- Autelca
- Sodeco
- Hasler AG. (Beteiligung an der Ausschreibung für ein Telexzentrum, deren Ergebnis noch nicht bekannt ist)
- Fulgor (italienische Firma mit Schweizer Beteiligung)
- Landis & Gyr

Die benötigten Kabel werden nun grösstenteils im Inland hergestellt. Einkäufe werden auch in Oststaaten getätigt. Ein grosser Einkauf von Münzautomaten, wofür sich Autelca interessierte, ging aus preislichen Gründen an die japanische Industrie verloren. Erwähnt wird u.a., dass zur Zeit eine terrestrische Kabelverbindung Schweiz-Griechenland über Jugoslawien errichtet wird. Im Anschluss an die Unterredung werden der schweizerischen Delegation zwei Veröffentlichungen der OTE übergeben.

Beilage 15

Besuch beim Minister für öffentliche Arbeiten

H. Papadimitriou

Freitag, den 11. Mai 1973

Unter den besuchten griechischen Behörden und Organisationen sind offenbar die Beziehungen des Ministeriums für öffentliche Arbeiten zur Schweiz am wenigsten intensiv. Minister Papadimitriou unterstreicht indessen die vorhandene Bereitschaft, im Zuständigkeitsbereich seines Ministeriums ebenfalls mit der Schweiz zusammenzuarbeiten.

Bei Vergebung von Aufträgen wendet man sich in der Regel an griechische Baufirmen. Wenn es sich indessen um grössere Bauvorhaben handelt, erfolgt eine internationale Ausschreibung, wobei sich die konkurrierenden ausländischen Firmen über ihre Qualifikationen auszuweisen haben. Es besteht ein interministerielles Komitee, das die Eingaben auf solche Ausschreibungen prüft. Seit einiger Zeit kommt dem Finanzierungsproblem für wichtigere Projekte grössere Bedeutung zu. Die Wahl der ausführenden Firma erfolgt aber ohne Rücksicht auf den Finanzierungsmodus, mit welchem sich insbesondere die Banque de Grèce zu befassen hat. Bei der Vergebung von Aufträgen an das Ausland kommt dem Ministère de l'Economie Nationale ein gewichtiges Wort zu.

Auf eine Frage von Botschafter Languetin, ob das Ministerium der Mitwirkung von ausländischen "engineering"-Firmen grossen Wert beimesse, erwidert Minister Papadimitriou, dass die bisherige Zusammenarbeit mit schweizerischen Firmen (erwähnt wird ausdrücklich Elektro-Watt) durchaus befriedigend gewesen sei. Man sei im übrigen griechischerseits immer bereit, die sich stellenden Probleme freundschaftlich zu lösen. Minister Papadimitriou erklärt, dass er im übrigen das Interesse schweizerischer Firmen, an der Realisierung grösserer Objekte in Griechenland mitzuwirken, im Auge behalten werde. Das Ministerium für öffentliche Arbeiten sei natürlich kein wichtiger Importeur von ausländischem Material; wenn nötig erfolgen solche Importe unter Berücksichtigung der Weisungen des Handelsministeriums.

Beilage 16

Besuch beim Gouverneur der
Public Power Corporation (PPC), P. Dimopoulos,
Freitag, den 11. Mai 1973

Ferner anwesend: M.C. Logothetis, Purchasing Manager der PPC

Folgende Erklärungen und Hinweise anlässlich der Unterredung bei der PPC verdienen festgehalten zu werden:

Gouverneur Dimopoulos skizziert die Entwicklung auf dem Gebiet der Erzeugung und Verteilung von elektrischer Energie im Rahmen des griechischen Fünfjahresplanes 1973-1977. In Griechenland verdoppelt sich der Energiebedarf alle fünf Jahre.

Zur Zeit ist der weitere Ausbau von drei auf Basis von Lignit arbeitenden Zentralen im Gang: Megalopolis, Lavrion, Ptolemais. Studien für eine Zentrale in Arta sind im Gang. Nach deren Beendigung ist eine öffentliche Ausschreibung vorgesehen. Die Realisierung der Zentrale Agios Georgios, wofür sich die Schweizerfirma Bonnard et Gardel interessierte, ist verschoben worden.

Man hat begonnen, den Bau von Hydro- wie auch von thermischen Zentralen mit Hilfe griechischer Firmen durchzuführen. Ausländische "consultants" werden bei Bedarf beigezogen. Im Verlaufe der Unterredung über das Interesse der PPC für die Dienste der schweizerischen Ingenieur-Firmen sind die schweizerischen Unternehmungen, Elektro-Watt, Bonnard et Gardel sowie die Société générale pour l'industrie, namentlich erwähnt worden. Diesen zollte Gouverneur Dimopoulos für die in Griechenland geleisteten Arbeiten seine Anerkennung. Die Anschaffung der Ausrüstungen (Kessel, Turbinen) wie die Beanspruchung von "Engineering"-Leistungen und der Tiefbau sollen inskünftig getrennt erfolgen.

Im Jahre 1973 entfielen rund 40 % des in der Elektrizitätswirtschaft investierten Betrages auf Lokalfirmen, während von den restlichen 60 % die Hälfte im Rahmen bilateraler Abkommen (Kompensationen mit sozialistischen Staaten, Jugoslawien und Finnland) und die andere Hälfte in harter Währung (westliche Staaten) beschafft wurden.

annexe 17

Entretien, le 11 mai 1973, avec MM. Asséo père et fils,
représentants d'Hoffmann - La Roche à Athènes

M. Asséo père déclare que le problème essentiel qui se pose à Hoffmann - La Roche à Athènes est celui de la tarification, en rapport avec les récents changements de parité. Il y a six semaines qu'il a demandé la retarification de ses importations. Jusqu'ici, il n'a obtenu aucune réponse. Selon lui, la meilleure solution serait celle d'une action diplomatique concertée des pays touchés, en particulier avec la République fédérale d'Allemagne.

M. Languetin expose ensuite ce que la mission suisse a dit et demandé à ses interlocuteurs grecs au sujet du projet de loi sur le commerce des produits pharmaceutiques, en particulier à propos de la révision et de la fixation des prix. Il fait part des réponses reçues. Compte tenu des diverses actions déjà entreprises par la Suisse, des démarches séparées des pays intéressés lui paraissent préférables.

De la discussion qui suit, il ressort que les importateurs de produits allemands ont renoncé à demander une nouvelle tarification et supportent la perte de change. M. Languetin suggère dans ces conditions que les maisons-mère à Bâle interviennent auprès des firmes allemandes pour que celles-ci exposent la situation à Bonn et proposent une démarche diplomatique allemande. D'autre part, dès que la loi sur le commerce des produits pharmaceutiques aura été mise en vigueur, les représentants à Athènes devraient revenir à la charge pour requérir la retarification (en indiquant quels devraient être les prix à fixer en priorité).